

Les centres d'excellence de la coopération au développement sont rendus inopérants

Les grands projets sur « l'excellence universitaire dans la coopération au développement », financés par le Service allemand d'échanges universitaires (DAAD) avec des fonds du ministère fédéral de la Coopération économique et du Développement (BMZ), ont été confrontés à des coupes budgétaires de plus de 50 % du budget annuel à partir de janvier 2026. Nous protestons contre cette décision dans cette lettre ouverte.

Depuis 2009, le programme « Excellence universitaire dans la coopération au développement » (exceed) soutient la mise en place de réseaux universitaires avec les pays du Sud dans différents domaines thématiques. L'objectif est de mieux exploiter les coopérations entre les universités en matière de recherche et d'enseignement au profit de la coopération au développement et des objectifs mondiaux de développement durable (ODD). Une évaluation du programme réalisée en 2024 a attesté de ses excellents résultats. Au début de cette année, les centres bénéficiant d'un financement depuis 2020 se sont vu promettre des fonds pour une deuxième phase de cinq ans (2025-2029), à nouveau plus de 30 millions d'euros.

Les centres étudient les asymétries postcoloniales dans les partenariats mondiaux (Global Partnership Network, Université de Kassel), soutiennent les universités en Afrique, en Asie et en Amérique latine dans la formation de professionnels de santé locaux (Center for International Health, LMU Munich), encouragent le développement du travail social en Asie centrale et en Chine (SOLID, Université technique de Nuremberg) et améliorent les chances des diplômés sur le marché du travail national et international (ACCESS – African Centre for Career Enhancement and Skills Support, Université de Leipzig).

Ils forment des doctorants dans des écoles supérieures, mènent des projets de recherche, conseillent les décideurs politiques et se consacrent au transfert des connaissances scientifiques vers la société, tant au Nord qu'au Sud. Enfin, ils encouragent concrètement et dans le cadre de projets pratiques la coopération entre le Nord et le Sud afin de réduire les inégalités mondiales massives dans le but de créer une société mondiale durable et plus juste.

Malgré l'évaluation positive et la signature des contrats de subvention, le choc est survenu à la mi-décembre : à partir de janvier, une réduction de 53 % des fonds alloués à tous les centres devait être mise en œuvre, et des coupes drastiques seront également effectuées dans les années à venir. Et avant le 7 janvier, un nouveau plan financier pour les années 2026-2029, entièrement élaboré et approuvé par les directions des universités, devait être présenté.

Les porte-parole des centres s'accordent à dire que ces réductions budgétaires rendent leur travail presque impossible. Le budget restant suffit à peine à couvrir les frais de personnel et les bourses. Tous les projets de recherche, ateliers, chaires de professeurs invités et conférences ne sont tout simplement plus finançables. Les centres continuent certes d'exister nominalement, mais ces coupes budgétaires les paralysent de fait et les rendent largement incapables de fonctionner. Les promesses de financement faites aux partenaires du Sud pour cette année prochaine ont dû être retirées – ceux-ci s'étaient certainement imaginé un partenariat plus fiable. Cela jette un éclairage catastrophique sur la coopération allemande au développement et son importance dans la politique fédérale.

Dans un monde multipolaire où nous dépendons de plus en plus de la coopération avec les pays du Sud, et compte tenu des cinq siècles d'histoire coloniale européenne, nous considérons ces coupes budgétaires comme un signal désastreux et un pas dans la mauvaise direction – une direction dans laquelle les États-Unis se sont déjà engagés avec la liquidation de l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID). C'est la voie du retour aux intérêts nationaux et du rejet des solutions multilatérales aux problèmes mondiaux, en particulier de la coopération avec les universités du Sud.

Nous demandons au BMZ de reconsidérer sa décision et de revenir autant que possible sur les coupes budgétaires affectant le programme Exceed.

Prof. Dr Aram Ziai, Global Partnership Network (GPN Université de Kassel), ziai@uni-kassel.de

Prof. Dr Dennis Nowak, Centre pour la santé internationale (CIH LMU Munich), Dennis.Nowak@med.uni-muenchen.de

Prof. Dr Daniel Deimel, Travail social et renforcement des ONG dans la coopération au développement pour traiter la toxicomanie (SOLID TH Nuremberg), daniel.deimel@th-nuernberg.de

Prof. Dr Utz Dornberg et Prof. Dr Dmitri van den Bersselaar, Centre africain pour l'amélioration des carrières et le soutien aux compétences (ACCESS) (Université de Leipzig), dornberg@uni-leipzig.de

Exemples tirés du travail des centres Exceed :

Depuis le début du financement en 2009, le CIHLMU Munich a formé, outre un grand nombre d'étudiants en master et de participants à des formations continues dans le domaine de la santé, plus de 130 doctorants issus de 37 pays à faible et moyen revenu dans le cadre du programme de doctorat en santé internationale. Les diplômés occupent désormais des postes clés dans les systèmes de santé locaux et sont eux-mêmes devenus enseignants et tuteurs de la prochaine génération de doctorants. En outre, un certain nombre de diplômés ont créé leurs propres modules de formation locaux, de sorte que la formation est de plus en plus entièrement localisée. Cela permet de développer l'expertise et les opportunités au niveau local et constitue donc une mesure efficace pour lutter contre les causes de l'exil.

Le projet SOLID promeut le travail social en tant que domaine professionnel et domaine de recherche en Chine et en Asie centrale. Il se concentre sur le travail social auprès des groupes de population vulnérables, tels que les consommateurs de drogues et les personnes séropositives. Le programme doctoral SOLID soutient les doctorants et post-doctorants actifs dans la recherche et l'enseignement. Grâce au développement de la formation en travail social dans les institutions partenaires, les pays partenaires acquièrent des connaissances pratiques dans le domaine de la politique en matière de drogues, un domaine clé de la coopération au développement en Asie centrale et en Chine.

Le réseau ACCESS de l'université de Leipzig, qui compte 35 institutions partenaires en Tunisie, au Ghana, au Bénin, au Nigeria, en Éthiopie, au Kenya et au Rwanda, s'est imposé depuis 2020 comme une initiative importante dans le domaine de la coopération internationale en matière d'éducation et de développement. Au total, 5 820 personnes ont pu bénéficier de mesures de formation continue ciblées, complétées par cinq travaux de recherche menés à bien pour le développement technique des programmes. Dans le cadre des activités de l'AGEA, ACCESS soutient également des initiatives de création d'entreprises, offrant ainsi des perspectives durables aux jeunes dans leur pays d'origine. La grande reconnaissance dont bénéficie le projet s'est également manifestée lors du voyage du président fédéral au Ghana en novembre 2025 ; le coordinateur a d'ailleurs été décoré de la Croix fédérale du mérite à cette occasion.

Le GPN collabore avec douze universités et 18 organisations partenaires de la société civile en Afrique, en Asie et dans les Caraïbes, et s'efforce de réduire les hiérarchies au sein du réseau entre les donateurs et les partenaires. Sur le fond, le GPN examine les asymétries de pouvoir dans les partenariats mondiaux, par exemple dans les accords énergétiques, le commerce équitable, le régime de la dette, le recrutement de personnel soignant dans les pays du Sud, mais aussi dans la production de connaissances, où les savoirs indigènes et locaux ne sont soit pas pris au sérieux, soit appropriés de manière abusive. Des projets sur les alternatives, par exemple sur l'agroécologie, les économies solidaires ou les écovillages dans la région du Sahel, ont également été soutenus.